Eglė Rindzevičiūtė, *The Power of Systems*

How Policy Sciences Opened up the Cold War World

Laurent Coumel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/10864>

DOI : 10.4000/monderusse.10864

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2018

Pagination : 702-706

ISBN : 978-2-7132-2747-9

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Laurent Coumel, « Eglė Rindzevičiūtė, *The Power of Systems* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 59/4 | 2018, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10864> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10864>

Eglė RINDZEVIČIŪTĖ

The Power of Systems

How Policy Sciences Opened up the Cold War World

Ithaca, NY – Londres : Cornell University Press, 2016, xi + 292 p.

Le livre d'Eglė Rindzevičiūtė propose une excursion inédite dans l'histoire de la guerre froide et accessoirement de l'URSS tardive : elle se déroule en partie à l'Institut international d'analyse appliquée par systèmes (IIASA), dans la petite ville de Laxenburg en Autriche. Sous ce nom cryptique s'y serait déployé, là et dans d'autres lieux institutionnels soviétiques, un processus décisif pour l'évolution des formes de gouvernement à l'Est : en d'autres termes, le passage à une nouvelle gouvernamentalité économique et sociale, mais aussi environnementale, dont l'héritage rejoint ce que l'Occident postmoderne et réflexif (au sens d'Ulrich Beck) a appelé « anthropocène ». Le projet soviétique est-il devenu technocratique, et dans quelle mesure ? C'est à cette question de la soviétologie, tombée dans l'oubli depuis les années 1990, que répond cette enquête. Pour faire simple, la technocratie définie comme « mode de gouvernement qui tire son autorité de l'expertise professionnelle » (p. 1) a bien été l'horizon des recherches en « cybernétique et approche par systèmes » pratiquées à l'IIASA : une discipline « hybride » (p. 2) dont Rindzevičiūtė rappelle l'émergence au sortir de la Seconde Guerre mondiale, dans les arcanes de la fameuse RAND Corporation, think tank issu de l'industrie de l'armement états-unienne. C'est tout l'intérêt de son livre d'en retracer les circulations Est-Ouest. La thèse centrale, audacieuse, est que, loin d'être une forme apolitique de gouvernance comme les dirigeants soviétiques l'avaient imaginée, l'approche par systèmes aurait contribué à transformer la conception du pouvoir,

ses pratiques et ses institutions, avant même le moment gorbatchévien. Ainsi se serait produit un glissement discret mais décisif d'une évaluation idéologique des politiques publiques vers une approche pragmatique. Ainsi, l'idéologie du contrôle se serait profondément modifiée au contact de la coopération Est-Ouest dans ce domaine, angle mort des travaux sur la guerre froide.

Laissons de côté la mise en contexte et le déploiement du projet côté occidental, minutieusement exploré grâce à des archives et à une bibliographie impressionnante. Rindzevičiūtė s'appuie également sur des témoignages tirés d'entretiens qu'elle a anonymisés, vu la dégradation du climat politique en Russie ces dernières années.

Pour l'URSS, Rindzevičiūtė identifie le trio composé du Premier ministre (1965-1980) Aleksej Kosygin et de son gendre Džermèn Gvišiani, chargé des transferts technologiques au sein du comité d'État pour la science et la technique (GKNT), puis du président du GKNT (1965-1980 également, belle synchronie) Vladimir Kirillin. Ce dernier, ex-numéro un de l'appareil du Parti pour les questions de science et d'éducation sous Hruščev, aurait mérité d'être présenté comme un pivot entre sphère académique et sphère politique, pendant un quart de siècle. Le mot d'ordre de « révolution scientifico-technique » (STR) prend alors la place des slogans habituels dans bien des publications, comme l'avait déjà montré Alexander Bikbov dans un ouvrage récent qui a échappé à la vigilance de l'auteur. Celle-ci se focalise sur le personnage de Gvišiani : fils du chef de la sécurité de Berija, vulgarisateur du marketing occidental en URSS, membre du Club de Rome, infatigable promoteur de la modélisation informatique, il incarne bien le courant technocratique face aux idéologues et à Brežnev équilibriste – de plus en plus rival de Kosygin, avec le temps. Rindzevičiūtė place l'IIASA, porté sur les fonts baptismaux par Gvišiani en 1972, comme le cœur de la « communauté fermée de la nomenklatura soviétique » et du « pouvoir gris » des milieux scientifico-techniques ; toutefois, il ne s'agit pas des cercles créateurs de savoir. Signalons d'ailleurs un absent ici : Andrej Saharov, dont l'appel à la « convergence », en 1968, quelques mois après l'écrasement du Printemps de Prague, a annoncé le passage à la dissidence. Rindzevičiūtė estime que son « triumvirat » a œuvré pendant quinze ans aux relations entre Est et Ouest. Le but initial des Soviétiques fut le transfert de technologies : si les ordinateurs convoités dès 1964-1965 ne furent pas livrés en raison des réticences de Washington, l'URSS pouvait ainsi espérer négocier quelques aménagements, et le KGB surveiller les partenaires occidentaux, ce dont il ne se privait pas, en plus de ses propres concitoyens présents à Laxenburg. Mais l'essentiel, d'après l'auteur, est ailleurs : l'acquisition d'un langage neutre pour faciliter la coopération et, surtout, le transfert de « technologies douces » à savoir, justement, l'approche par systèmes. L'intérêt de cette dernière aux yeux des acteurs (uniquement des hommes) de ces circulations réside dans son ambiguïté même : elle a en fait désigné plusieurs dispositifs informatiques (la cybernétique en plein essor) pour traiter par des modèles complexes les grandes questions du développement économique et de ses conséquences, dans la lignée du rapport Meadows pour le Club de Rome, dit « Halte à la croissance ! » (*The Limits to Growth*). Cette histoire est bien connue, mais Rindzevičiūtė la raconte sous un nouvel angle, et lui confère

une dimension heuristique dans le cadre d'une histoire mondiale de l'URSS (terme qu'elle n'emploie pas, pourtant), aujourd'hui très en vogue. La « coproduction d'expertise scientifique » sise à l'IIASA et dans d'autres lieux équivalents aurait eu selon elle une importance plus grande que ne le laisse penser la modestie des résultats finaux : des modèles informatiques et des publications conjointes, ainsi que des *joint-ventures* discrètes nées à la fin des années 1980.

Quelques libertés avec l'historiographie (laquelle n'a jamais dépeint Kosygin comme un « bureaucrate sec », depuis l'essai stimulant de M. Lewin sur l'URSS tardive en 2003) n'enlèvent pas à ce livre son intérêt pour les historiens du « siècle soviétique », ni de la période qui le suit. Il contribue à remplir un chaînon manquant dans l'histoire de la fin de l'URSS qu'Archie Brown avait esquissée dix ans plus tôt en soulignant le « caractère amphibie des institutions » où on « travaillait au changement de l'intérieur du système »¹. L'historien des pratiques administratives et scientifiques tirera beaucoup des descriptions de l'IIASA. La question de la fourniture de matériel informatique dernier cri est au cœur des intentions soviétiques, avec la modélisation mathématique destinée à améliorer le management des entreprises et administrations : on peut y voir la marque du *technological fix* (la panacée technique) – là où les responsables états-uniens cherchent, dans une vision technocratique plus globale, à investir tous les domaines économiques et sociaux, tout en évitant diplomatiquement certains enjeux jugés trop politiques. Les Soviétiques auraient voulu évoquer les grands projets d'aménagement (canaux et aéroports), que leurs homologues occidentaux trouvaient déjà dépassés, mais refusaient d'envisager des thèmes comme la police, « l'aliénation de la jeunesse » ou les drogues. La place des « problèmes environnementaux », des pollutions et de « l'usage optimal des ressources naturelles », était, comme dans les grands textes législatifs de la même époque en URSS, ambivalente. Les scientifiques de VNIISI passaient par leurs collègues de l'IIASA pour obtenir, via la CIA, des données sur l'économie soviétique qui leur étaient autrement inaccessibles. Inversement, il était impossible de publier les résultats d'une modélisation montrant que la croissance de l'économie soviétique allait passer de 4,5 % en 1980 à 2 % à peine en l'an 2000 – une hypothèse pourtant artificiellement gonflée, soupçonne l'auteure. Si les données sur l'océan et l'atmosphère circulaient plus facilement, celles sur la pollution de l'air étaient « secret défense » et le sont restées jusqu'à la glasnost gorbatchévienne. La distribution des moyens financiers est analysée : ils étaient plutôt généreux pour l'institut moscovite que Gvišiani dirige lui-même à partir de 1976 – mais ne s'agit-il pas aussi, en ces temps où Brežnev l'emporte de plus en plus sur Kosygin dans les décisions prises au sommet, d'un placard doré ? On perçoit aussi l'humiliation des chercheurs soviétiques forcés de reverser à leur ambassade à Vienne au moins la moitié de leur salaire en dollars.

L'absence d'accès aux archives centrales soviétiques pour les hauts niveaux de décision – militaires et civils, y compris celles du KGB – aurait dû toutefois inciter l'auteure à une plus grande prudence méthodologique. Parfois, la volonté de se démarquer des interprétations existantes la conduit à un culte du paradoxe excessif, voire infondé. La première manifestation en est le rejet catégorique de

la notion scottienne de « haut-modernisme » pour qualifier les modes de gouvernance au cœur de la modélisation cybernétique. Un des mérites de l'ouvrage est d'éclairer les travaux et la trajectoire méconnus du mathématicien et philosophe (ou publiciste, pourrait-on dire dans le contexte de l'intelligentsia russe et soviétique) Nikita Moiseev, directeur adjoint du Centre informatique de l'Académie des sciences pendant vingt ans (1967-1986). Rindzevičiūtė en fait à tort le principal promoteur des idées de Vernadskij dès les années 1960, ou encore l'initiateur de la participation soviétique au programme de l'UNESCO « L'homme et la biosphère ». Il est certes dans les années 1980 l'un des principaux vulgarisateurs de la notion de « noosphère » comme stade supérieur des sociétés capables de mettre en œuvre une « coévolution » avec la biosphère. Surtout, il participe en 1983 à la modélisation américano-soviétique de « l'hiver nucléaire » (simulation des conséquences climatiques d'un conflit atomique entre les deux Grands), profitant alors du soutien évident des autorités. Mais vu sa renommée limitée à des cercles de spécialistes, faut-il pour autant y voir une « disruption » scientifique majeure ? Y a-t-il ici un réel impact sur la « pensée gouvernementale soviétique » après les articles publiés par la revue académique *Voprosy filosofii* ? L'idée que le régime soviétique aurait commencé à épouser la « gouvernementalité par système cybernétique » est contredite par le fait que les chantiers délirants d'inversion du cours des fleuves (non évoqués ici), de drainage et d'irrigation à grande échelle, ne s'interrompent qu'après la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Que représente d'ailleurs la notion de « *Soviet thinking* » qui revient à plusieurs reprises dans l'ouvrage ? La réflexion la plus audacieuse en économie et en futurologie (notamment autour du rapport Meadows déjà cité) avait pour résidence la cité scientifique d'Akademgorodok près de Novosibirsk, avec la revue *Eko* (non mentionnée ici). La modélisation de « l'hiver nucléaire » qui intervient en réponse à l'Initiative de défense stratégique du président Reagan, n'est probablement pas une preuve de la « spontanéité » de l'engagement des instituts de recherche soviétique que Rindzevičiūtė prétend y déceler. C'est un des volets de la stratégie d'influence qui visait à conforter le camp des opposants à la course aux armements à l'Ouest, alors que l'URSS ne pouvait suivre cette compétition sur le plan technologique. Les souvenirs des anciens participants, même sincères, assurant qu'aucune pression n'était perceptible de la part du pouvoir, ne prouvent aucunement l'autonomie des « activistes du désarmement » en URSS, expression malencontreuse pour décrire des individus privés des libertés d'expression et d'organisation. Il paraît dès lors bien étrange de qualifier l'analyste Leon Gouré, certes un *cold warrior* typique qui niait l'existence d'un quelconque effet sur les politiques de défense soviétique, de « marchand de doute » (p. 179), titre d'un livre aujourd'hui célèbre consacré aux experts mandatés par les lobbies du tabac et des hydrocarbures pour disqualifier leurs contradicteurs².

De même, la modélisation du phénomène des pluies acides sur les forêts européennes, grande question environnementale des décennies 1970 et 1980, témoignerait selon Rindzevičiūtė de la volonté sincère des autorités soviétiques à coopérer avec l'Ouest sur ce point, contrairement aux conclusions du politologue Robert Darst qui avait traité cette question il y a une vingtaine d'années. Pourtant, Moscou

n'a jamais accordé ni une priorité claire à ces travaux sous forme de financements ni même la possibilité d'accéder aux données, classées « secret défense », sur la pollution de l'air. Pour toutes ces raisons, il paraît maladroit d'avancer que la guerre froide a été « une opportunité et non un obstacle » (p. 204) pour l'émergence d'une nouvelle gouvernance globale, même si, le cas de l'IIASA le prouve, une certaine conception de la technoscience en a été favorisée.

1 – Voir Marie-Hélène Mandrillon, « Archie Brown, Seven Years that Changed the World », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 48/4 | 2007. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/6103>

2 – Pour la traduction française : Naomi Oreskes et Erik M Conway, *Les marchands de doute ou Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le changement climatique*, P. : Le Pommier, 2014.

Laurent Coumel
INALCO